

**ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DE SAINT-VINCENT (ANTILLES BRITANNIQUES) CONSTITUANT UN ACCORD CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS CANADIENS À SAINT-VINCENT ASSURÉS PAR LE GOUVERNEMENT DU CANADA PAR SON AGENT, LA SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS**

I

*Le Haut-commissaire du Canada au Premier ministre de Saint-Vincent*

Port of Spain, le 27 avril 1972

EXCELLENCE,

Faisant suite aux entretiens qui ont eu lieu récemment entre le Gouvernement du Canada (Gouvernement assureur) et le Gouvernement de Saint-Vincent, Antilles britanniques (Gouvernement hôte), en vue de promouvoir les relations économiques entre les deux pays, j'ai l'honneur de vous adresser la présente Note.

Il a été spécialement question de l'assurance-investissements à l'étranger par le Gouvernement assureur, par l'entremise de son agent, la Société pour l'expansion des exportations. Le but de cette assurance est de promouvoir les investissements à l'étranger par des ressortissants canadiens, individus ou sociétés (y compris les filiales non-canadiennes), en protégeant ces investissements contre certains risques spéciaux, lorsqu'il s'agit de Saint-Vincent.

Les risques spéciaux contre lesquels le Gouvernement assureur offre une protection sont les suivants:

- (a) guerre, émeute, insurrection, révolution ou rébellion;
- (b) expropriation, confiscation ou privation d'un droit quelconque de propriété par un gouvernement ou une agence du gouvernement;
- (c) inconvertibilité des devises étrangères.

Se basant sur les entretiens alors tenus, j'ai l'honneur de confirmer l'entente intervenue entre le Gouvernement de Saint-Vincent, Antilles britanniques et le Gouvernement du Canada, sur les points suivants:

1. Sous réserve du paragraphe 2, lorsqu'un investisseur subit une perte par suite d'une cause dont le Gouvernement assureur a assumé les risques, le Gouvernement hôte autorisera le Gouvernement assureur à exercer les droits qui lui sont dévolus par la loi, ou qui lui ont été assignés par le titulaire précédent.

2. Dans la mesure où les lois du pays hôte invalident partiellement ou totalement l'acquisition par le Gouvernement assureur d'intérêts quelconques dans toute propriété sur son territoire national, le Gouvernement hôte autorisera l'investisseur et le Gouvernement assureur à prendre des arrangements en vertu desquels ces intérêts seront transférés à une entité habilitée à les posséder en vertu des lois du pays hôte.

3. Le Gouvernement assureur ne jouira pas de droits supérieurs aux droits reconnus par les lois du pays hôte à l'investisseur dont le Gouvernement assureur prend les intérêts ou la succession, tel qu'envisagé aux paragraphes 1 et 2.